

# Comprendre et Agir

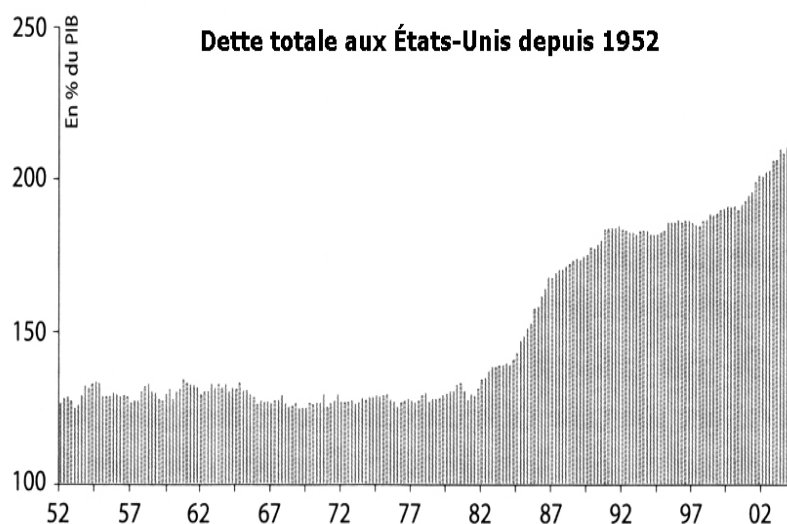
« Je veux développer le crédit hypothécaire en France.  
C'est ce qui a permis de soutenir la croissance économique  
aux Etats-Unis. »

Nicolas Sarkozy  
*Les Echos* du 9 novembre 2006

Faut-il rappeler les chiffres ? Quand éclata la dernière grande crise du capitalisme, en 1929, la dette totale américaine (dette privée et publique) représentait 140 % du PIB. Elle dépasse aujourd'hui les 230 %.

La dette publique représente 24 % de la dette totale. La dette privée (dette des ménages et des entreprises) représente 76 % de l'ensemble. Les crédits *subprimes*, dont on parle beaucoup depuis l'été dernier, ne représentent que 4 % de la dette totale.

Si l'on intègre la dette du secteur financier, le ratio dette/PIB atteint 340 % ! On comprend qu'un nombre croissant d'économistes s'inquiète de la « soutenabilité » du système...



Cette courbe, qui retrace l'évolution du ratio dette totale / PIB depuis un demi siècle est très intéressante car on voit clairement que, jusque 1980, ce ratio était parfaitement stable. C'est seulement depuis le début des années 1980, que la dette augmente. Et qu'elle augmente de plus en plus fortement.

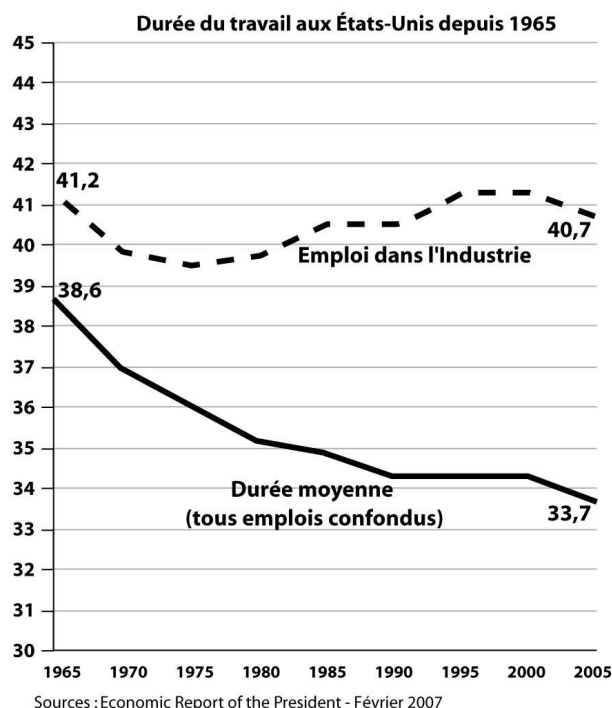
Jusqu'en 1980, les Etats-Unis fonctionnaient avec un compromis « fordiste », du nom de Henry Ford, l'industriel qui, le premier avait compris qu'il faut donner des salaires corrects aux ouvriers si l'on veut qu'ils puissent consommer normalement. En 1917, aidé par Taylor, Ford avait

profondément réorganisé le travail dans ses usines et avait doublé la productivité de ses chaînes. Pour écouler deux fois plus de voitures, il s'était assez vite convaincu qu'il fallait augmenter les salaires des ouvriers pour qu'ils puissent acheter des voitures. Il avait essayé de faire partager son analyse aux autres grands patrons américains mais bien peu l'avaient suivi : la plupart voulaient garder pour eux et pour leurs actionnaires les profits réalisés grâce aux nouvelles méthodes de productivité. Ce mauvais partage des fruits de la productivité fut une des causes principales de la crise de 1929.

Après guerre, pour éviter qu'une telle crise ne puisse se produire à nouveau, on mit en place (aux Etats-Unis comme en Europe) des règles du jeu qui garantissaient une progression régulière des salaires. Ces règles « fordistes » furent l'une des causes majeures des Trente glorieuses, ces 30 années de croissance fortes que connurent les Etats Unis et l'Europe...

Janvier 1981. Ronald Reagan arrive à la Maison blanche avec, dans ses valises, quelques manuels de prêts à penser libéral. C'est à partir de là que la dette augmente. La dette augmente parce que les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. Mais, plus fondamentalement, la dette augmente parce que la précarisation du marché du travail amène progressivement à une baisse de la part des salaires dans le PIB et qu'un nombre croissant de ménages américains doivent s'endetter pour maintenir un haut niveau de consommation.

Nicolas Sarkozy, durant la dernière campagne présidentielle a souvent mis en avant le « plein-emploi américain ». En réalité, les Etats-Unis sont très loin du plein emploi. Si l'on en croit le Rapport économique publié par la Maison blanche en février 2007, il y a tellement de petits boulots aux Etats-Unis que la durée réelle moyenne du travail est tombée à 33,7 heures.



Si la durée moyenne (sans compter les chômeurs) tombe à 33,7 heures alors que ceux qui ont un emploi « normal » sont toujours entre 40 et 41 heures, c'est que des millions de salariés ne font que 10 ou 15 heures par semaine.

Ce partage du travail, non dit, amène à un partage des revenus de plus en plus inégalitaire : une étude de BNP Paribas montre que « sur les six dernières années, seuls les 5% d'Américains les

plus riches ont vu leurs revenus réels augmenter. » Les autres 95 % ont vu leurs revenus réels stagner ou diminuer.

Au début des années 1980, 95 % de la population profitait de la croissance et seuls 5 % étaient tenus à l'écart. Un quart de siècle de domination des idées libérales ont profondément changé les Etats-Unis. Aujourd'hui, seuls 5% voient leur revenus réels augmenter. Ce n'est pas la LCR qui le dit. C'est le directeur des études de BNP Paribas...

Mais ces 5% les plus riches ne peuvent pas faire 15 ou 20 repas par jour. Un tel niveau d'inégalités devrait donc fortement ralentir la croissance. Si la croissance se maintient, si la consommation continue d'augmenter fortement malgré la baisse régulière du salaire médian, c'est parce que l'on pousse les classes moyennes et les pauvres à s'endetter chaque année un peu plus.

On voit ici que la question de la dette n'est pas une question annexe. Ce n'est pas un *incident de parcours* : pour garantir aux actionnaires des bénéfices colossaux tout en assurant un haut niveau de consommation de l'ensemble du peuple, le néo-libéralisme a *structurellement* besoin d'un endettement croissant.

Selon les derniers chiffres de la Réserve fédérale, la dette totale américaine (hors dette du secteur financier) vient de passer les 31.000 milliards de dollars ! L'an dernier, la dette totale a augmenté 5 fois plus que le PIB... *Bienvenue à bord du Titanic !*

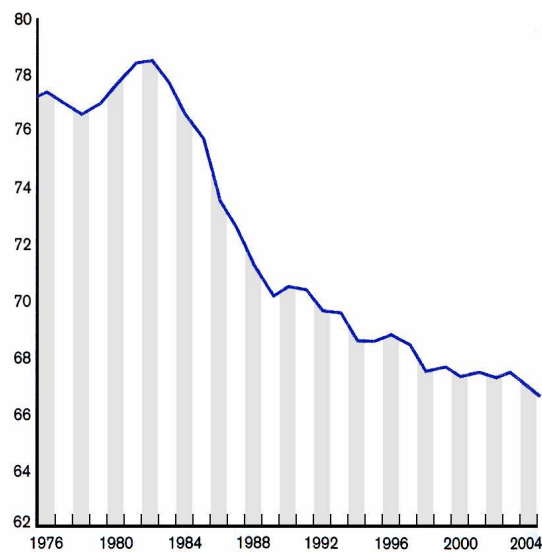
\* \* \* \* \*

La situation des Etats-Unis est-elle fondamentalement différente de la situation de la France et des autres pays d'Europe ? En France aussi, à cause du chômage et de la précarité, la négociation sur les salaires est profondément déséquilibrée. Quand il y a 3 millions de chômeurs et des millions de précaires, quel salarié peut aller voir son employeur et exiger un travail plus intéressant ou un salaire plus élevé ? Dans beaucoup d'entreprises, dit ou non-dit, le « *si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs* » remplace toute vraie négociation sur les salaires ou sur le rythme et le contenu du travail.

Jamais le stress et la souffrance au travail n'avaient atteint un tel niveau. Jamais la proportion de salariés "collés au SMIC" (tous ceux qui, même avec des années d'ancienneté, n'obtiennent pas d'augmentation et sont rattrapés par l'augmentation légale du SMIC) n'a été aussi importante : en 1993, seuls 8% des salariés étaient concernés par l'augmentation légale du SMIC. Aujourd'hui, ils sont 17 %. Deux fois plus !

12% des salariés sont en dessous du SMIC (à cause des emplois à temps partiel) et 17% sont collés au SMIC parce que la peur du chômage empêche toute négociation véritable dans l'entreprise... Et la peur liée au chômage ne concerne pas que les salariés "en bas de l'échelle". Les enquêtes de la CFDT-Cadres indiquent chaque année que 30 ou 40% des cadres voient leur pouvoir d'achat diminuer car leur salaire a progressé moins vite que l'inflation.

"Si t'es pas content, tu peux aller voir ailleurs". Depuis 25 ans, la négociation sur les salaires est tellement déséquilibrée que **la part des salaires (salaires et cotisations) dans le PIB a chuté de 11 % !**



**Part des salaires dans le PIB (en %)**

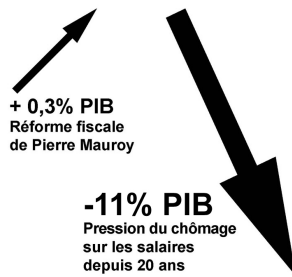
11 points de chute<sup>1</sup>, sur un PIB de 1.800 milliards, ce sont cette année quelques **200 milliards d'euros qui vont rémunérer le capital alors qu'ils iraient aux salariés si le marché du travail retrouvait l'équilibre de 1982.**

200 milliards d'euros sur une seule année ! Il ne faut pas s'étonner que la bulle financière ait autant enflé et que le salaire moyen stagne... 200 milliards d'euros, voilà de quoi améliorer nettement la situation d'un grand nombre de familles !

Pour justifier le retour aux 40 heures, Nicolas Sarkozy et tous les leaders de la droite mettent en avant la faiblesse des salaires. N'ont-ils pas compris que, **tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, la pression à la baisse sur les salaires continuera de s'exercer** ? Tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, le stress des salariés continuera d'augmenter. La croissance restera molle. Les ressources de l'Etat, des collectivités et de la Sécu (basées essentiellement sur les salaires et la consommation) stagneront et nous aurons les plus grandes difficultés à financer les services publics et les retraites.

Dans *L'économie des inégalités*, Thomas Piketty compare cette forte baisse de la part des salaires aux mesures de redistribution fiscale décidées par le gouvernement socialiste à son arrivée au pouvoir en 1981 : adoptées après des débats très houleux à l'Assemblée nationale, "ces mesures représentaient 0,3% du revenu national de l'époque." Depuis, sans aucun débat à l'Assemblée, sans jamais faire vraiment la Une des journaux, la part des salaires a reculé de 11%. Trente-six fois plus !

<sup>1</sup> Source Eric Heyer, OFCE, in L'état de la France, La Découverte, juin 2007



Et les salariés du privé ne sont pas les seuls à être touchés. Dans le public aussi, les salaires stagnent : « Le Ministre de la Fonction publique a proposé une augmentation de 0,5 %. Très vite les syndicats ont quitté la salle de négociation. » Les syndicats quittent la négociation mais les arguments du Ministre portent dans l'opinion publique : 1° il n'y a pas de raison que les salaires du public augmentent plus vite que ceux du privé. 2° l'Etat est sur-endetté.

L'Etat sur-endetté ? Comme les ressources de l'Etat viennent essentiellement d'impôts et de taxes perçues sur les salaires et sur la consommation, la baisse de la part des salaires dans le PIB ne peut qu'amener à l'appauvrissement et à l'endettement de l'Etat, surtout quand elle est accompagnée d'une baisse de l'impôt sur les citoyens les plus riches et d'une baisse de l'impôt sur les bénéficiaires (deux autres *must* du néo-libéralisme). On a vu plus haut comment le ratio dette/PIB a commencé d'augmenter aux Etats-Unis quand les libéraux sont arrivés au pouvoir.

\* \* \* \* \*

« Je serai le Président du pouvoir d'achat » affirmait Nicolas Sarkozy durant la campagne électorale. Et, une fois élu, c'est au nom du pouvoir d'achat, qu'il veut « en finir avec les 35 heures ». En regardant la courbe salaires / PIB, il est quand même permis de douter de la qualité du diagnostic sarkozien.

Sans doute, dans un certain nombre d'entreprises, les 35 heures (ou plutôt la flexibilité mise en place à l'occasion des 35 heures) ont-elles effectivement amené les salariés à perdre une partie de leur revenu. Il faudra un jour que le PS fasse un bilan complet de la mise en place des 35 heures<sup>2</sup>... Mais globalement, peut-on sérieusement plaider que les difficultés financières que rencontrent des millions de nos concitoyens viennent des 35 heures ? Cette explication que répètent en boucle le Chef de l'Etat et ses « collaborateurs » est-elle sérieuse ?

Les 35 heures sont-ils vraiment à l'origine de la baisse des salaires ? On constate que le mouvement de baisse de la part des salaires dans le PIB a commencé au début des années 80 (presque vingt ans avant les 35 heures !) et le dernier rapport annuel du FMI nous apprend que ce mouvement de baisse de la part des salaires est le même en Allemagne, au Japon, et dans l'ensemble des pays occidentaux... L'explication par les 35 heures est donc totalement fautive.

Non. Clairement Non. Ce ne sont pas les 35 heures qui sont responsables de la baisse de la part des salaires. Fondamentalement, c'est le chômage et la précarité qui, dans tous les pays occidentaux, déséquilibrent la négociation au profit des entreprises : « Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs »

« Aux Etats-Unis, les salaires réels des hommes travaillant à temps plein ont baissé de 2,3 % l'an dernier. »

<sup>2</sup> En janvier 1998, j'avais publié *35 heures, le double piège*. Nous avons été un certain nombre à demander que l'on aborde la question du temps de travail autrement, tant sur la forme que sur le fond...

*Les Echos* du 31 août 2005

« Aux Etats Unis, depuis 2001, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 40 % tandis que les salaires n'ont augmenté de 0,3 %. La part des salaires dans le revenu national atteint son plus bas niveau depuis 1929.»

*Les Echos* du 9 octobre 2006

« En Allemagne, la part des salaires décline pour la septième année consécutive pour tomber à 66% du PIB alors qu'elle était encore à 72% en 2000. On observe depuis des années une évolution faible des salaires. Leur montant net, corrigé de l'inflation, est aujourd'hui inférieur à celui de 1991.»

*La Tribune* du 12 janvier 2007

« Même le FMI, réputé très libéral, le constate dans le rapport qu'il vient de rendre public : au cours des deux dernières décennies, il y a eu un déclin continu de la part du revenu qui va au travail. **La baisse est très massive et atteint 10 % en Europe et au Japon.**»

*Les Echos* du 23 mai 2007

Partout les salariés sont précarisés. Partout la part des salaires diminue. Partout les bénéfices explosent, pour le plus grand profit des actionnaires.

Des voix s'élèvent aujourd'hui, de plus en plus nombreuses, dans les milieux économiques, pour dénoncer la domination de l'économie par la finance : « Le capitalisme moderne conduit à des exigences de rentabilité excessives, affirme Jean Peyrelevade dans *Le capitalisme total*. Elles transforment les chefs d'entreprise en serviteurs zélés, voire en esclaves dorés des actionnaires, et pollue de pure cupidité la légitime volonté d'entreprendre. Ainsi le capitalisme n'est pas seulement le modèle unique d'organisation de la vie économique mondiale : il est devenu un "capitalisme total " au sens où il règne sans partage ni contre-pouvoir sur le monde et ses richesses.»

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi le capitalisme règne-t-il *sans partage ni contre-pouvoir* ? Qu'y a-t-il de vraiment nouveau dans le capitalisme mondial qui explique cette domination nouvelle de la finance ?

Des actionnaires un peu gourmands ? Il y en a toujours eu !

Des banquiers intrépides ? L'histoire en est pleine.

Quant aux spéculateurs qui achètent à crédit en espérant faire très vite la culbute, ils étaient déjà à l'origine de la bulle de la tulipe qui a éclaté en 1636...

*Qu'y a-t-il de nouveau* qui explique que la sphère financière ait pu prendre une telle ampleur, une telle force et une telle autonomie ? Certes il y a eu des évolutions règlementaires<sup>3</sup>, certes les financiers ont créé de nouveaux instruments, mais toutes ces évolutions ne peuvent suffire à expliquer la force du capitalisme au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Le seul changement assez considérable pour expliquer ce basculement du pouvoir au profit du capital, c'est la gravité de la crise sociale et les conséquences très lentes mais très lourdes que cette crise a depuis 25 ans sur le partage de la richesse...

---

<sup>3</sup> Le crédit à risque (*subprime mortgage*) n'aurait pas connu un tel développement aux Etats-Unis si l'on n'avait pas autorisé les banques à sortir ces créances de leurs bilans et si la Réserve fédérale avait interdit qu'on prête 125% du prix d'une maison à un ménage sans revenu régulier...

Quand le FMI nous dit que « en Europe comme au Japon, la part des salaires a baissé de 10 % », l'analyse tient en quelques mots mais les conséquences sont colossales. Pour 2008, pour la seule économie française, comme on l'a vu plus haut, quelques 200 milliards vont aller aux bénéficiaires alors qu'ils seraient allés aux salariés si l'on avait gardé l'équilibre salaires/PIB de 1982. 200 milliards sur une seule année ! Depuis 25 ans que le mouvement a commencé, quelle est la totalité de la somme qui est ainsi "passée aux actionnaires" au lieu d'aller aux salariés ? En première approximation, cette somme correspond à la surface d'un triangle rectangle qui a un plafond long de 25 ans et une hauteur de 200 milliards. Nous l'avons tous appris à l'école, la surface d'un triangle rectangle est égale à la moitié du produit de ses deux côtés. En 25 ans, à la louche, ce sont quelques 2.500 milliards qui ont fuit des salariés vers le capital.

2.500 milliards d'euros<sup>4</sup>. En 25 ans, la France a "donné" aux marchés financiers l'équivalent des 140 % de toute la richesse créée en 2007 dans notre pays. C'est colossal ! Et le FMI reconnaît que la baisse des salaires est, à peu près, la même partout... La France a "donné" 2.500 milliards aux marchés financiers. Mais l'Allemagne en a donné autant (ou plus). L'Espagne, l'Italie, l'Australie, la Nouvelle Zélande, les Etats-Unis, le Japon ont fait pareil... Depuis 25 ans, dans tous nos pays, la part des salaires diminue et les bénéfices accumulés forment une masse absolument considérable.

### **La France a donné 140% de son PIB...**

Voilà, fondamentalement, d'où viennent la puissance et l'euphorie des marchés financiers : dans tous les pays occidentaux, le salariat est précarisé et émietté. Partout la part des salaires diminue. Partout les bénéfices explosent. Et les forces "progressistes" (syndicats, partis de gauche) semblent incapables de trouver des solutions pour reconstruire des équilibres plus favorables aux salariés.

Plus le temps passe sans réponse réelle des forces progressistes, plus il est raisonnable, pour ceux qui en tirent profit, de penser que le déséquilibre va continuer à croître. Il est donc raisonnable de miser sur des bénéficiaires à venir encore plus importants. Il est donc raisonnable de s'endetter de plus en plus fortement pour acheter des actifs qui ne peuvent que monter... Et cette capacité d'endettement (et la complicité de certaines banques centrales) renforce encore la puissance des marchés !

Mais gardons cette idée en tête : des actionnaires gourmands, il y en a toujours eu. Des banquiers intrépides, l'histoire en est pleine... Ce qu'il y a de plus nouveau (et de plus inquiétant) dans le *néo*-capitalisme, c'est la *néo*-incapacité des forces progressistes à lui répondre. Cela fait 25 ans que les libéraux sont passés à l'attaque et la riposte tarde à s'organiser ! C'est le moins qu'on puisse dire.

Ce triomphe du néo-libéralisme est-il définitif ? Cette sur-puissance de la finance est-elle durable ? Ces déséquilibres entre salariés et actionnaires peuvent-ils continuer à se creuser ?

A chaque fois que la question des *subprimes* revient à la Une de l'actualité, Nicolas Sarkozy essaye de minimiser le problème. A l'écouter on pourrait croire que le problème de la dette se réduit à quelques méchants *hedge-funds* qui ont un peu trop spéculé. A l'écouter, on a l'impression qu'il suffirait d'un peu de « transparence » pour sortir de la crise... Non. Désolé. Le mal est bien plus profond ! Un peu de « transparence » ne suffira pas. C'est l'ensemble du système qu'il faut profondément réformer : socialement, les politiques de dérégulation provoquent une souffrance considérable et, économiquement, la crise des *subprimes* oblige ceux qui fermaient les yeux à regarder enfin la vérité en face : même économiquement, le libéralisme nous amène dans le mur.

---

<sup>4</sup> On peut pinailler sur le détail du calcul. Pas sur l'ordre de grandeur.

## **Vers une déflation mondiale généralisée ?**

En juillet 2003, déjà, le rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), la Banque centrale des Banques centrales, était consacré au risque d'une "déflation mondiale généralisée" : « le danger déflationniste est suffisamment alarmant pour que la BRI y consacre une section entière de son rapport, en étudiant les épisodes de déflation des deux derniers siècles. » affirmaient *Les Echos* en rendant compte de la conférence annuelle du Président de la BRI<sup>5</sup>.

« Une déflation mondiale généralisée », qu'est-ce que cela signifie ? Quand les inégalités explosent, quand "la part des salaires dans le PIB américain est au plus bas depuis 1929" et quand "la part des salaires perd 10 % en Europe comme au Japon", la crise sociale peut très vite déboucher sur une vraie crise économique par insuffisance de consommation.

De même qu'un avion qui ne va plus assez vite, peut tout d'un coup ne plus avoir assez de portance et tomber comme une pierre, une économie où la part des salaires (qui alimente la consommation) est trop faible, peut très vite tomber en récession.

## **Le capitalisme est en train de s'autodétruire**

En asséchant progressivement le revenu des salariés, des paysans, des retraités au profit des actionnaires, «le capitalisme est en train de se détruire». Tel est le titre du livre publié en 2005 par Patrick Artus et Marie-Paule Virard. Ce ne sont pas deux dangereux révolutionnaires qui ont écrit ce livre. Il est signé par l'un des économistes les plus réputés du pays, Directeur des études dans une grande banque et Professeur à Polytechnique, et par la Rédactrice en chef d'*Enjeux Les Echos*.

A noter aussi qu'il n'y a pas de point d'interrogation dans le titre : le capitalisme est en train de s'autodétruire. C'est une affirmation, solidement étayée dans le livre : « Partout des montagnes de cash s'accumulent mais on ne peut pas en dire autant des investissements. Les profits supplémentaires ne sont guère investis. A 10% environ du PIB, l'investissement des entreprises est pratiquement stable depuis dix ans. » Comme un serpent qui se mord la queue, « un capitalisme sans projet (et sans client) est condamné à s'autodétruire. »

« Les profits records des grandes entreprises ne nourrissent plus l'investissement » constate aussi *La Tribune* du 12 septembre 2006. « Dans de nombreux pays, les profits des entreprises sont à leur plus haut niveau depuis des décennies, indique la Banque de France dans son bulletin du mois d'août 2006. Mais à quoi servent les bénéficiaires ? Le ratio investissement sur PIB est à son plus bas niveau depuis des décennies dans l'ensemble des pays du G7. »



## **La croissance ne se maintient que grâce à la dette.**

Comme l'explique Patrick Artus, « sans la hausse de la dette des ménages, la croissance de la zone euro serait nulle depuis 2002 ». Dans la zone euro, sur les dix dernières années, la dette privée est passée de 75 % à 145 % du PIB. En Espagne, le pays de la zone qui a eu, sur cette période, la plus forte croissance, la dette privée atteint 185 % du PIB...

Et hors zone euro, la situation n'est guère plus réjouissante : « en Grande Bretagne, la dette des ménages dépasse les 160 % du revenu disponible. C'est un véritable iceberg économique » s'inquiétait déjà *Le Figaro Economie* du 14 février 2006. Deux économistes ont tenté de séparer ce qui relève de la "bonne dette" (investissement dans la construction) et ce qui est de la

<sup>5</sup> Les Echos du 1<sup>er</sup> juillet 2003

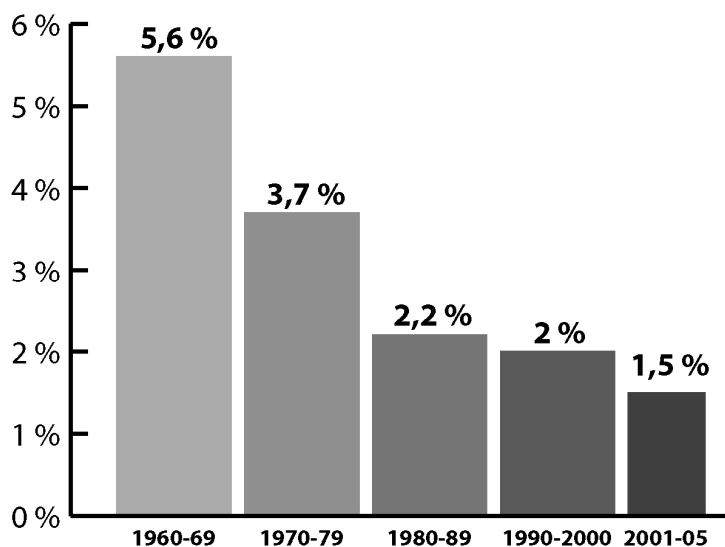
"mauvaise dette" (dette utilisée pour financer la consommation courante). Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier ont ensuite fait tourner leurs ordinateurs pour estimer quelle aurait été la croissance de la Grande Bretagne sans le renfort de cette mauvaise dette... Leur conclusion est assez claire (et assez proche de celle d'Artus pour la zone euro) : sans l'augmentation de la dette des ménages, la Grande Bretagne serait en récession depuis 2002 !

Voilà pourquoi « mettre plus de transparence » sur les marchés financiers n'est absolument pas suffisant. C'est sans doute une mesure utile, mais une mesure totalement insuffisante. Si l'on en reste à une approche de bon sens (« Puisqu'il y a trop de dette, fermons le robinet de la dette ! »), on risque de précipiter l'ensemble des pays occidentaux dans la récession.

Il faut aller plus loin et s'attaquer aux racines de la crise. C'est à cause du chômage et de la précarité que la part des salaires a tant diminué, rendant la dette nécessaire à la croissance. C'est seulement en s'attaquant radicalement au chômage et à la précarité, en donnant au plus grand nombre un vrai emploi et une vraie capacité de négocier des augmentations de salaire que l'on pourra sortir de la crise.

### **Pour vaincre le chômage, peut-on compter sur la croissance ?**

En voyant l'évolution de la croissance sur les 40 dernières années, il est difficile de croire que « la croissance va revenir » et régler, seule, tous nos problèmes... Comment s'étonner de la mollesse de la consommation quand on compte 4 millions de chômeurs, des millions de précaires et des millions de salariés inquiets pour leur avenir ?



### **La croissance en France depuis 1960**

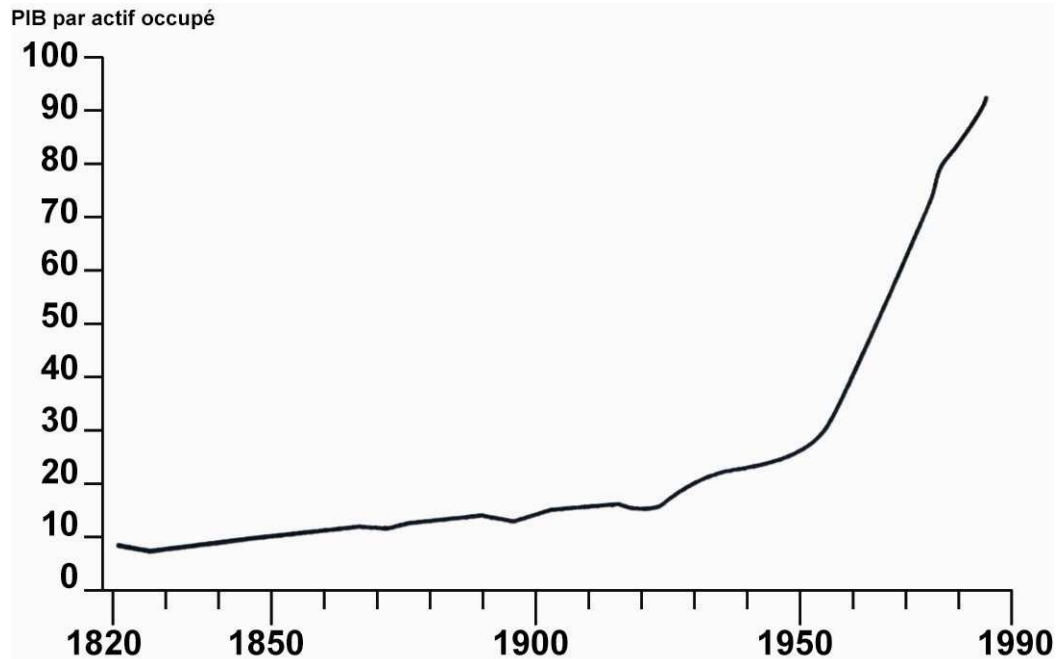
Par peur du chômage, par peur de la baisse des retraites, nombreux sont ceux qui épargnent et diminuent leur consommation.

**Au bout de trente ans de crise, c'est une erreur fondamentale de croire encore que la solution à la crise sociale viendra de la croissance. Il faut inverser la proposition : c'est en s'attaquant radicalement au chômage et à la précarité que l'on pourra retrouver une croissance stable.**

### **Comprendre le chômage d'abondance**

**Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en avait encore jamais connue.** Alors qu'il avait fallu 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux entre 1820 et 1960, elle a depuis été multipliée par CINQ. La révolution industrielle du XIX<sup>ème</sup> ou

l'invention du travail à la chaîne en 1917 sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux réalisés depuis 1960.



C'est une vraie révolution : grâce à la formation, grâce aux robots et aux ordinateurs, la productivité du travail humain a progressé de façon inouïe. **En un quart de siècle, l'économie française produit 70% de plus avec 10% de travail en moins** : depuis 1974, le PIB a presque doublé mais le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 Mds en 2000. Dans le même temps, la population active disponible augmentait fortement passant de 22,3 à plus de 27,2 millions de personnes.

**Le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10% mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23%. Un écart de 33% s'est donc creusé entre l'offre et la demande de travail.**

Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 33%, le chômage serait resté à son faible niveau de 1974. Mais, hélas, notre contrat social est bloqué. **La durée du travail pour un emploi normal a très peu baissé** : si l'on tient compte des heures supplémentaires, **la durée réelle du travail est aujourd'hui de 38,8 heures en moyenne**, pour un emploi à plein temps (Insee juillet 2003, avant l'entrée en vigueur des assouplissements Fillon...). **C'est donc un « partage du travail » assez sauvage qui s'est mis en place : 3 millions de personnes font 0 heure par semaine (les chômeurs); 19 millions travaillent plein pot (parfois trop); 4 millions sont à temps partiel (via les CDD ou l'intérim).**

Dans le même temps, **l'espérance de vie a augmenté de 5 ans et l'arrivée sur le marché du travail a été retardée de 3 ans en moyenne**. Pour les plus jeunes d'entre nous, il est donc difficile de s'arc-bouter sur le maintien de la retraite à 60 ans. **La retraite à 60 ans était légitime en 1971** quand elle est devenue la revendication de nombreux syndicats et partis de gauche. Trente ans après, pour rester fidèles à nos valeurs, pour assurer un bon revenu à tous les retraités, il faut faire évoluer le contrat social. **Travailler un peu plus longtemps pour sauver les retraites mais travailler beaucoup moins chaque semaine ou chaque année pour casser le chômage et vivre autrement...**

**La semaine de 4 jours, ça marche !**

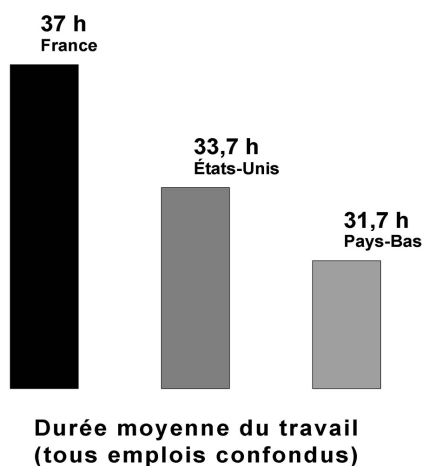
**Plusieurs centaines d'entreprises sont déjà passées à 4 jours** : Fleury Michon, Monique Ranou, Mamie Nova (Coop Even) ou Télérama mais aussi des centaines de PME inconnues : une auto

école à Rouen, un fabricant de logiciels à Chambéry, un charpentier près de Bordeaux, un laboratoire d'analyse biologiques à Pau, une concession Peugeot dans le Var, un libraire, un chauffagiste et une agence de pub à Paris... A partir de l'effet sur l'emploi observé chez ces 400 pionniers (de taille et de métiers différents), **une étude du Ministère du Travail estimait en 1997 qu'un mouvement général vers les 4 jours créerait 1.600.000 emplois en CDI** (sans parler des métiers émergents autour du temps libre et de l'impact sur la croissance qu'aurait la création de 1.600.000 emplois et donc le surcroît de consommation de 1.600.000 familles).

Pour augmenter l'effet sur l'emploi et pour limiter la pression mise sur les salariés, il faut absolument que les exonérations soient conditionnées à des créations d'emplois : **« Pas d'exonération sans une baisse effective de la durée du travail. Pas d'exonération s'il n'y a pas 10% au moins d'embauche en CDI. »** tels sont deux des Facteurs Clefs de Succès que devront avoir en tête les négociateurs.

### La semaine de 4 jours : quel impact macro-économique ?

Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts, a vérifié que le passage à 4 jours (avec le financement que nous proposons) n'a **pas d'inconvénient macro-économique** : « Patrick Artus a exploré le bouclage macro-économique de la formule Larrouturou. » écrivait *Options finances* le 15 novembre 1993. « Sa conclusion est formelle : il tient ! **Il maintient le potentiel de production, la stabilité des coûts, la stabilité (ou la hausse) du revenu disponible de l'ensemble des ménages. Il n'aggrave pas le déficit public.** Ce qui ne présage en rien de sa faisabilité pratique, précise-t-il. » Mais comme 400 entreprises sont maintenant passées à 4 jours, la faisabilité pratique est attestée ! Le chantier est énorme mais il n'est pas dangereux pour notre économie. **Le chantier est énorme et beaucoup se sentent désarmés devant un tel chantier mais qui peut croire que l'on sortira de la crise en accumulant les rustines ?** Qui ne sent le besoin d'inventer du neuf ?



### 33,7 heures, durée moyenne du travail aux États Unis.

Une des inégalités les plus choquantes du système libéral est l'inégalité dans l'accès au travail. La durée du travail est supérieure à 40 heures pour tous ceux qui ont un bon job. Mais si la durée moyenne -sans compter les chômeurs- est de 33,7 heures (Secrétariat d'Etat au travail), c'est que des millions de salariés n'ont que des miettes de travail : comment peut-on faire vivre sa famille avec 8 ou 10 heures de travail par semaine ? Aux Etats-Unis, il n'y a pas eu de débat ou de négociation sur la RTT. **C'est le marché qui répartit le travail : des bons jobs pour certains (40 ou 42 heures par semaine) et pour d'autres des miettes (10 heures par semaine)... Est-ce ainsi que nous voulons vivre ?**

**La durée moyenne est de 31,7 heures aux Pays-Bas et de 32,1 heures en Grande Bretagne** (Eurostat). Vus les gains de productivité réalisés dans toutes nos économies, le débat n'est pas

*pour ou contre la RTT ?* mais plutôt *quelle RTT ?* RTT organisée par le marché (précarité, stress et concurrence permanente) ou RTT organisée par le débat, le référendum et la négociation ?

**« Il faut passer à 32 heures, sans étape intermédiaire. Cela obligera toutes les entreprises à créer des emplois. »** affirmait **Antoine Riboud en 1993**. Il n'a guère été entendu. **En période de crise, il est plus facile de jouer sur les peurs et de parler au cerveau reptilien que de parler à l'intelligence et au cerveau citoyen.** En 1917, quand Henry Ford affirmait qu'il fallait des règles collectives pour augmenter les salaires (afin d'augmenter la consommation), quand Kellogg passait ses usines à 30 heures (et augmentait les salaires de 12%) pour « donner

du travail à 300 chefs de famille », ils ont été moqués par les autres patrons américains. En période de crise, le bon sens ne veut-il pas que l'on travaille plus ? Ce bon sens reptilien a conduit à la crise de 1929.

Ce même bon sens inspire aujourd'hui les leaders de la droite quand ils incitent chacun à travailler plus. En réalité, **le seul moyen de rééquilibrer le marché du travail pour augmenter vraiment les salaires, le meilleur moyen de relancer la croissance, le meilleur moyen aussi de sauver les retraites, c'est de s'attaquer frontalement au chômage. Ce qui passe (entre autres actions) par une forte baisse du temps de travail.**

Beaucoup, à gauche, ont peur d'être ridicules en parlant à nouveau du temps de travail : on en a déjà tellement parlé. Et puis, faut-il vraiment faire le bilan des 35 heures ? Les 35 heures devaient être une étape vers les 4 jours - 32 heures, mais qui s'en souvient ? On a peur d'être ridicule. On a peur de faire « réchauffé ». Mais la peur n'est pas forcément bonne conseillère. Serons-nous capables de nous ressaisir et d'ouvrir un vrai débat sur cette question cruciale avant que la précarité généralisée ne débouche sur une crise majeure ?

Pierre LARROUTUROU et Michel ROCARD  
*Le Nouvel Observateur* 20 octobre 2004.

La semaine de 4 jours n'est évidemment pas le seul moyen de lutter contre le chômage. Dans mon dernier livre, *Le Livre noir du libéralisme*, je développe 20 propositions contre le chômage, de la régulation de nos échanges avec la Chine à l'éveil de l'intelligence avant la maternelle...

Evidemment, répétons-le, la semaine de 4 jours n'est pas La Solution. Mais quelle réforme pourrait créer plus de 1.500.000 emplois ? Et si l'on développait en même temps une vraie politique du temps de travail, une vraie politique de la recherche, une vraie politique industrielle, une vraie politique du logement, une vraie politique de lutte contre le dérèglement climatique... on pourrait créer sans doute 2 millions d'emplois en CDI. Et si l'on crée 2 millions d'emplois en CDI, les négociations sur les salaires se passeront sans doute dans un climat très différent et le partage salaires/bénéfices évoluera dans un sens plus favorable aux salariés et à la croissance. Et nos économies pourront alors repartir de l'avant. Sans la béquille de la dette...

\* \* \* \* \*

« Le peuple attend et n'en peut plus d'attendre. Le peuple espère et n'en peut plus d'espérer. » écrivait Pierre Mendès France il y a quarante ans. Oui, aux quatre coins de la planète, le peuple attend. Oui, le peuple espère ! Alors que les dégâts sociaux et environnementaux du néo-libéralisme sont de plus en plus visibles, alors que des nuages de plus en plus noirs s'accumulent sur l'économie mondiale, c'est à nous, socialistes européens, qu'il revient d'inventer un nouveau contrat social.

Depuis quand n'avons-nous pas réellement travaillé sur ces questions ? Selon nos statuts, le PS devrait organiser chaque année deux Conventions pour approfondir son projet. Depuis 5 ans que nous sommes dans l'opposition, nous aurions du avoir 10 grandes Conventions. Nous aurions du avoir 10 grands temps de réflexion sereine et approfondie. Nous n'en avons eu aucune ! Voilà sans doute, l'une des principales raisons de la défaite de 2007...

Vu la gravité de la situation, il y a urgence à remettre la gauche au travail. Se remettre au travail : arrêter les querelles byzantines; nous donner les moyens de comprendre le monde et d'inventer de nouvelles régulations, voilà l'urgence ! Voilà pourquoi, avec un certain nombre d'amis, élus et

militants, nous avons créé Nouvelle gauche. Si vous vous retrouvez dans nos analyses, rejoignez-nous pour agir !

Pierre LARROUTUROU est économiste et Délégué national Europe du PS.  
Il est l'un des animateurs de [www.nouvellegauche.fr](http://www.nouvellegauche.fr)